

schiedet werden könnten. Sogar wenn es nur Empfehlungen sind und diese an die Öffentlichkeit geraten – ich denke vor allem an die Öffentlichkeit –, haben sie einen immensen Effekt. Ich denke weniger an den Datenschutzbeauftragten als Sie, Herr Stich, dessen Tätigkeit ich eigentlich noch nicht kenne. Wie schon gesagt, denke ich mehr an den Preisüberwacher, der gerade in der letzten Woche, kraft seiner Bedeutung in der Öffentlichkeit, wesentliche Erfolge verzeichnen konnte. Ich bin sicher, dass sich die Auslagen für ein paar Leute, die mit einem Sparbeauftragten beschäftigt würden, tausendfach bezahlt machen würden. Ich glaube, es hat einen Sinn, eine originelle Idee – die noch nirgends verwirklicht worden ist, die genau in die Zeit fällt, wo sie nötig ist – vertieft zu prüfen. Deshalb möchte ich Sie bitten, das Postulat doch zu überweisen.

Abstimmung – Vote

Für Überweisung des Postulates

12 Stimmen

Dagegen

9 Stimmen

93.3634

Motion Salvioni

Bessere Verteilung der Einkäufe und Ausschreibungen des Bundes

Répartition plus équitable des achats et des soumissions de la Confédération

Wortlaut der Motion vom 15. Dezember 1993

Der Bundesrat wird eingeladen:

1. genau untersuchen zu lassen, warum die italienischsprachige und die französischsprachige Schweiz nicht die gleichen Chancen haben wie die Deutschschweiz, Aufträge des Bundes (Anstalten und Regiebetriebe eingeschlossen) zu erhalten, und dabei namentlich eine Umfrage bei den Unternehmen anzuordnen, die keine Aufträge erhalten haben;
2. eine Untersuchung über die Produktionsorte durchführen zu lassen, damit sichtbar wird, welches Gewicht die Zu- und Unterlieferanten innerhalb der Zahlungsstatistik haben;
3. durch konkrete Massnahmen für eine Einkaufs- und Subventionspolitik zu sorgen, die den Grundsätzen des Föderalismus – wonach die Investitionen möglichst gleichmässig auf die Regionen zu verteilen sind – Rechnung trägt.

Texte de la motion du 15 décembre 1993

Le Conseil fédéral est invité à:

1. entreprendre une étude approfondie sur les raisons qui sont à l'origine de l'inégalité dans les chances d'obtenir des commandes par la Confédération (y inclus les établissements et les régions) dans la Suisse italienne et romande, par exemple en interrogeant les entreprises qui n'ont pas obtenu de commandes;
2. analyser en détail les lieux de production afin de mieux connaître l'influence réelle de la sous-traitance sur la statistique des paiements;
3. adopter des mesures concrètes pour garantir une politique d'achats et de soumissions conforme aux principes fédéralistes qui visent à répartir équitablement les investissements entre régions.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Béguin, Bloetzer, Cavadini Jean, Cottier, Coutau, Delalay, Martin Jacques, Petitpierre, Piller, Roth

(10)

93.3615

Interpellation Salvioni Bestellungen von Drucksachen und grafischen Produkten aus dem Kanton Tessin

Interpellanza Salvioni Acquisti di stampati e prodotti grafici in Ticino

Interpellation Salvioni Commandes d'imprimés et d'autres articles graphiques dans le Tessin

Wortlaut der Interpellation vom 14. Dezember 1993

Aus der Antwort des Bundesrates auf die Interpellation Maitre geht hervor, dass 1991 33 Prozent der Drucksachen im Kanton Bern und 22 Prozent im Kanton Zürich bestellt wurden. Im Kanton Tessin wurden 1991 nur 4,4 Prozent und 1992 gar nur 2,4 Prozent bestellt. Der Bundesrat versichert, er bemühe sich, bei den Bestellungen alle Regionen zu berücksichtigen; dies scheint allerdings angesichts der erwähnten Zahlen nicht der Wahrheit zu entsprechen. Ich ersuche den Bundesrat darzulegen, in welchen Fällen und aus welchen Gründen nicht der Anbieter mit dem besten Angebot den Zuschlag für den Auftrag erhielt.

Des weiteren ersuche ich den Bundesrat, den Rückgang der Bestellungen im Kanton Tessin von 4,4 Prozent auf 2,4 Prozent zu erklären.

Testo dell'interpellanza del 14 dicembre 1993

Dalla risposta del Consiglio federale all'interpellanza Maitre risulta che nel 1991 il 33 per cento degli acquisti di stampati è andato al Canton Berna e il 22 per cento al Canton Zurigo. Il Canton Ticino è passato dal 4,4 per cento nel 1991 al 2,4 per cento nel 1992. Il Consiglio federale afferma di sforzarsi di effettuare le ordinazioni in tutte le regioni: ciò non sembra vero di fronte alle cifre sopra riportate. Si chiede di indicare in quali casi le aggiudicazioni non sono andate al migliore offerente e di spiegarne il motivo.

Si chiede inoltre di spiegare la caduta delle ordinazioni in Ticino dal 4,4 al 2,4 per cento.

Texte de l'interpellation du 14 décembre 1993

A en juger par la réponse du Conseil fédéral à l'interpellation Maitre, il appert qu'en 1991, 33 pour cent des imprimés ont été commandés dans le canton de Berne et 22 pour cent dans celui de Zurich. Pour le canton du Tessin, ce chiffre est passé de 4,4 pour cent en 1991 à 2,4 pour cent en 1992. Le Conseil fédéral affirme s'efforcer de passer des commandes dans toutes les régions. Il semble qu'il n'en est rien, à en juger par les chiffres susmentionnés. Le gouvernement est donc prié d'indiquer dans quels cas les adjudications ne sont pas allées au meilleur offrant et de dire pourquoi; il est aussi prié d'expliquer la chute des commandes au Tessin de 4,4 pour cent à 2,4 pour cent.

Mitunterzeichner – Cofirmatari – Cosignataires: Keine – Nesuno – Aucun

Salvioni Sergio (R, TI): La motion et l'interpellation ont le même but.

L'interpellation se rapporte à l'activité dans le domaine des arts graphiques, simplement parce que j'ai reçu des chiffres le concernant. J'ai donc pu présenter une interpellation plus détaillée avec les chiffres que je connaissais et qui étaient contenus dans l'interpellation Maitre (93.3505) au Conseil national (BO 1994 N 659). Par contre, je n'ai pas de chiffres en ce qui

concerne la répartition des achats et des soumissions de la Confédération. Mais si je m'en remets aux données de l'interpellation Maitre, je dois en déduire que 33 pour cent des imprimés, par exemple, sont donnés dans le canton de Berne et 22 pour cent dans celui de Zurich. Plus de la moitié de tous les travaux d'imprimerie sont donc effectués dans deux cantons. Le reste, les miettes sont réparties dans d'autres cantons. Une des raisons pourrait être que le canton de Berne est bien centré et tout près de l'administration centrale et qu'il est plus facile d'y avoir des contacts. Mais les 22 pour cent pour Zurich démontrent que telle n'est pas la raison, il doit donc y en avoir une autre.

Si c'est parce que les imprimeries de Berne et de Zurich sont meilleur marché, je pourrais encore le comprendre, mais ce n'est pas le cas. D'après ce que j'ai pu apprendre de la part des entrepreneurs, les commandes et les travaux effectués à Berne et à Zurich ne sont pas meilleur marché que ceux qui auraient été réalisés au Tessin, en Suisse romande ou même dans d'autres parties de la Suisse. C'est la raison pour laquelle je pense que le Conseil fédéral doit introduire une modification.

Selon les chiffres des années 1992/93 que j'ai pu obtenir, il résulte que l'Office central fédéral des imprimés et du matériel a augmenté le nombre des travaux attribués à des typographes tessinois (1991: 5,6 pour cent; 1992: 6,2 pour cent; 1993: 6 pour cent). Mais lorsqu'on considère le total des imprimés réalisés par la Confédération, y compris les PTT, les CFF, etc., le Tessin est relégué à un misérable 2,4 pour cent. Cela signifie que la plupart des imprimés reste de ce côté du Gothard et ne va même pas en suisse romande.

Je suis parfaitement d'accord que dans la période actuelle il faut surtout considérer le prix et qu'il faut donc essayer de donner les travaux à ceux qui ont les prix les plus avantageux. Mais il ne faut pas non plus oublier qu'il y a des régions de la Suisse dans lesquelles le manque de mandats fédéraux peut être une des raisons du chômage dont elles souffrent, chômage grave, plus élevé qu'en Suisse alémanique, surtout autour des centres. Alors, je pense qu'une politique intelligente pourrait consister en une augmentation des travaux fournis aux imprimeurs romands et tessinois pour essayer de combattre de cette manière un peu le chômage et de leur permettre d'occuper du personnel. Au fond, cela pourrait réduire les dépenses de la Confédération et même des cantons.

Je demande par l'intermédiaire de mon interpellation que le Conseil fédéral nous dise quelles sont les raisons de ces différences en ce qui concerne les commandes dans le secteur des imprimés.

Par l'intermédiaire de la motion, je demande que le Conseil fédéral effectue une étude approfondie sur les raisons qui sont à l'origine de l'inégalité des chances d'obtenir des commandes de la Confédération en Suisse italienne et romande. On peut interroger les entreprises, ce n'est pas difficile. On peut aussi obtenir une confrontation des prix pour voir si la raison est inhérente à des prix inférieurs. Je pense que le Conseil fédéral pourrait assumer la tâche exigée par la motion. Il pourrait par là faire une répartition des commandes probablement un peu plus intelligente et un peu plus performante pour l'économie suisse. Comme cela il pourrait aussi contribuer à réduire, sinon à éliminer, le chômage dans des régions de la Suisse où il est vraiment très élevé, je pense à Genève, au canton de Vaud, au Tessin.

Präsident: Wäre Herr Salvioni gegebenenfalls bereit, seine Motion in ein Postulat umzuwandeln? Gemäss Geschäftsreglement des Ständerates können Berichte nur über ein Postulat angefordert werden.

Salvioni Sergio (R, TI): Wenn der Bundesrat guten Willen zeigt und mir versichern kann, dass er diese Untersuchung veranlasst, könnte ich ohne weiteres mit einer Umwandlung einverstanden sein. Aber das Postulat dürfte nicht schubladisiert werden.

Stich Otto, Bundespräsident: Gemäss den Bestimmungen der Einkaufsverordnung bewertet die Einkaufsstelle die Fak-

ten und Offerten aufgrund von Vergleichen: Kriterien sind vor allem Qualität, Preis, Termin und Zuverlässigkeit des Lieferanten, wobei das beste Verhältnis zwischen Preis und Leistung den Ausschlag geben soll. Diesem Kriterium ist bei den Einkäufen des Bundes nach wie vor Priorität einzuräumen.

Auch die Weisungen des Bundesrates zur regionalpolitischen Koordination sehen eine Bevorzugung von Randregionen nur innerhalb der Gleichwertigkeit und somit des Wettbewerbsprinzips vor. Der Bundesrat erachtet es nicht als sinnvoll, vom Grundsatz des Wettbewerbs abzuweichen.

Regionalpolitische Anliegen können bei der Auftragsvergabe nicht im Vordergrund stehen, da sich dafür andere und besser geeignete Instrumente anbieten. Zur gleichen Schlussfolgerung gelangt auch die Kartellkommission, die sich in ihren Empfehlungen von 1988 zum Submissionswesen in Bund, Kantonen und Gemeinden konsequent für das Wettbewerbsprinzip ausspricht.

Es gilt festzuhalten, dass die Beschaffungsstatistik des Bundes bezüglich regionaler Aufteilung nur eine beschränkte Aussagekraft hat, da sie eine blosse Zahlungsstatistik ist. Grundlage dazu sind die Zahlungen bzw. die Zahlungsorte, nicht die Produktions- und Wertschöpfungsorte. Insbesondere kommen die Leistungen von Zu- und Unterlieferanten von dezentral gelegenen Konzerntöchtern usw. nicht zur Geltung.

Im Rahmen der bestehenden Regelungen sind die Einkaufsorgane des Bundes besorgt, Lieferanten aus allen Landesteilen zur Offertstellung einzuladen bzw. regelmässig über grosse Beschaffungsvorhaben zu informieren. Der unterschiedliche Grad der Industrialisierung und ein dadurch unvollständiges Lieferangebot der Kantone lassen es aber nicht immer zu, alle Regionen bei der Auftragsvergabe gleichmässig zu berücksichtigen. Darin liegt vor allem der Grund, dass von Kanton zu Kanton grössere Unterschiede in der Dotierung mit Bundesaufträgen festgestellt werden können. Im Falle gleichwertiger Angebote wird der Bundesrat allerdings darauf hinwirken, dass auch Randregionen vermehrt berücksichtigt werden.

Entgegen der Aussage des Herrn Interpellanten halten sich die Einkaufsstellen des Bundes auch bei Beschaffungen im Tessin ans Wettbewerbsprinzip. Demnach erhält der Anbieter mit dem besten Preis- und Leistungsverhältnis den Zuschlag, wobei die Wettbewerbslage oftmals regional geschaffen wird. Die aus der Interpellation Maitre zitierten Zahlen beziehen sich im Jahre 1990 auf den Anteil des Kantons Tessin an den Bundeserlösen, 4,4 Prozent, im Jahre 1991 jedoch auf den Anteil der Druck-Grafik-Beschaffungen des Bundes im Kanton Tessin: hier handelt es sich um 2,4 Prozent (AB 1994 N 659). Gemäss Beschaffungsstatistik des Bundes der Jahre 1991/92 hat der Anteil der Beschaffungen im Kanton Tessin im Bereiche der Wirtschaftsgruppe Druck/Grafik nicht ab-, sondern zugenommen, nämlich von 3 713 803 Franken, also 2,38 Prozent, im Jahre 1991 auf 5 098 658 Franken, 2,87 Prozent, im Jahre 1992.

Im Zusammenhang mit der anstehenden Revision der Beschaffungsstatistik des Bundes wird der Bundesrat prüfen, ob zusätzlich zu den Zahlungsströmen auch der Ort der Leistungserbringungen sowie Zahlungen der Lieferanten des Bundes an ihre Unterlieferanten erfasst werden können.

Machbarkeit des Überganges von der formellen zur materiellen Inzidenz: In diesem Rahmen ist der Bundesrat ebenfalls bereit, die Durchführung einer Untersuchung über die Produktionsorte zu prüfen.

Wie bereits dargelegt, kann die Regionalpolitik nicht das Kriterium zur Vergabe von Bundesaufträgen sein. Leitgedanke muss das Wettbewerbsprinzip bleiben. Eine andere Praxis würde zudem den bestehenden und zukünftigen internationalen Verpflichtungen der Schweiz eben widersprechen: Ich verweise auf das Gatt-Übereinkommen zum öffentlichen Beschaffungswesen, das nächsten Freitag vorgestellt wird und das Sie in der Wintersession behandeln und zu dem sie Stellung nehmen werden. Einzig die konsequente Anwendung des Wettbewerbsprinzips garantiert auch eine kostengünstige Beschaffung und somit eine erhöhte Inzidenz beim Einsatz von Steuergeldern.

Ich möchte beifügen, dass ich in verschiedenen Sparprogrammen von politischen Parteien, die hier vertreten sind, gelesen habe, dass man bei den Arbeitsvergebungen viel Geld einsparen könnte. Das möchten wir tun, wenn wir können. Der Bundesrat beantragt Ihnen, die Punkte 1 und 2 der Motion in ein Postulat umzuwandeln und Punkt 3 abzulehnen.

Präsident: Herr Salvioni hat seine Motion in eine Empfehlung umgewandelt.

Salvioni Sergio (R, TI): Ich bedanke mich für Ihre Antwort, Herr Bundespräsident. Ich kann jedoch nicht akzeptieren, dass der Bundesrat den Punkt 3 meiner Empfehlung ablehnt. Es ist sehr wichtig, dass der Bundesrat konkrete Massnahmen trifft, um eine Beschaffungspolitik einzuführen, die eine gerechte Verteilung zwischen den Regionen vorsieht.

Sie haben gesagt, es gebe das Prinzip, wonach die Eidgenössische Drucksachen- und Materialzentrale (EDMZ) die Angebote mit den günstigsten Preisen berücksichtigen müsse. Das mag stimmen. Aber wie kann die EDMZ wissen, welches die Angebote mit den günstigsten Preisen sind, wenn den verschiedenen Interessenten in der Romandie und im Tessin nicht einmal die Gelegenheit gegeben wird, ihre Offerten einzureichen? Das ist die Situation, Herr Bundespräsident.

Ich habe bei verschiedenen Tessiner Druckereien nachgefragt: Sie bekommen überhaupt keine Gelegenheit zu einer Offerte. Sie können nicht offerieren, sie sind total ausgeschlossen. Das ist die Schande und der Skandal. Man müsste mindestens die Ausschreibung dieser Arbeiten zwingend an alle bedeutenden Druckereien schicken, die in der Lage sind, dafür Offerten einzureichen. Das ist auch im Sinne der Sparbemühungen. Sonst haben wir eine Clique von zehn bis fünfzehn Druckereien hauptsächlich in Bern, die für den Bund alle Druckaufträge ausführen können. Die anderen Druckereien sind davon ausgeschlossen.

Deswegen halte ich auch an Punkt 3 meiner Empfehlung fest und möchte, dass auch dieser überwiesen wird.

Motion 93.3634

Abstimmung – Vote

Für Überweisung der Empfehlung	19 Stimmen
Dagegen	1 Stimme

Interpellation 93.3615

Salvioni Sergio (R, TI): Von der Antwort des Bundesrates auf meine Interpellation bin ich teilweise befriedigt. Verschiedene Fragen, die ich aufgeworfen habe, fanden keine Antwort. Aber ich warte auf die schriftliche Stellungnahme des Bundesrates.

Schluss der Sitzung um 11.10 Uhr

La séance est levée à 11 h 10

Interpellation Salvioni Bestellungen von Drucksachen und grafischen Produkten aus dem Kanton Tessin

Interpellation Salvioni Commandes d'imprimés et d'autres articles graphiques dans le Tessin

Interpellanza Salvioni Acquisti di stampati e prodotti grafici in Ticino

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1994
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	03
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	93.3615
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	21.09.1994 - 08:00
Date	
Data	
Seite	859-861
Page	
Pagina	
Ref. No	20 024 702

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.